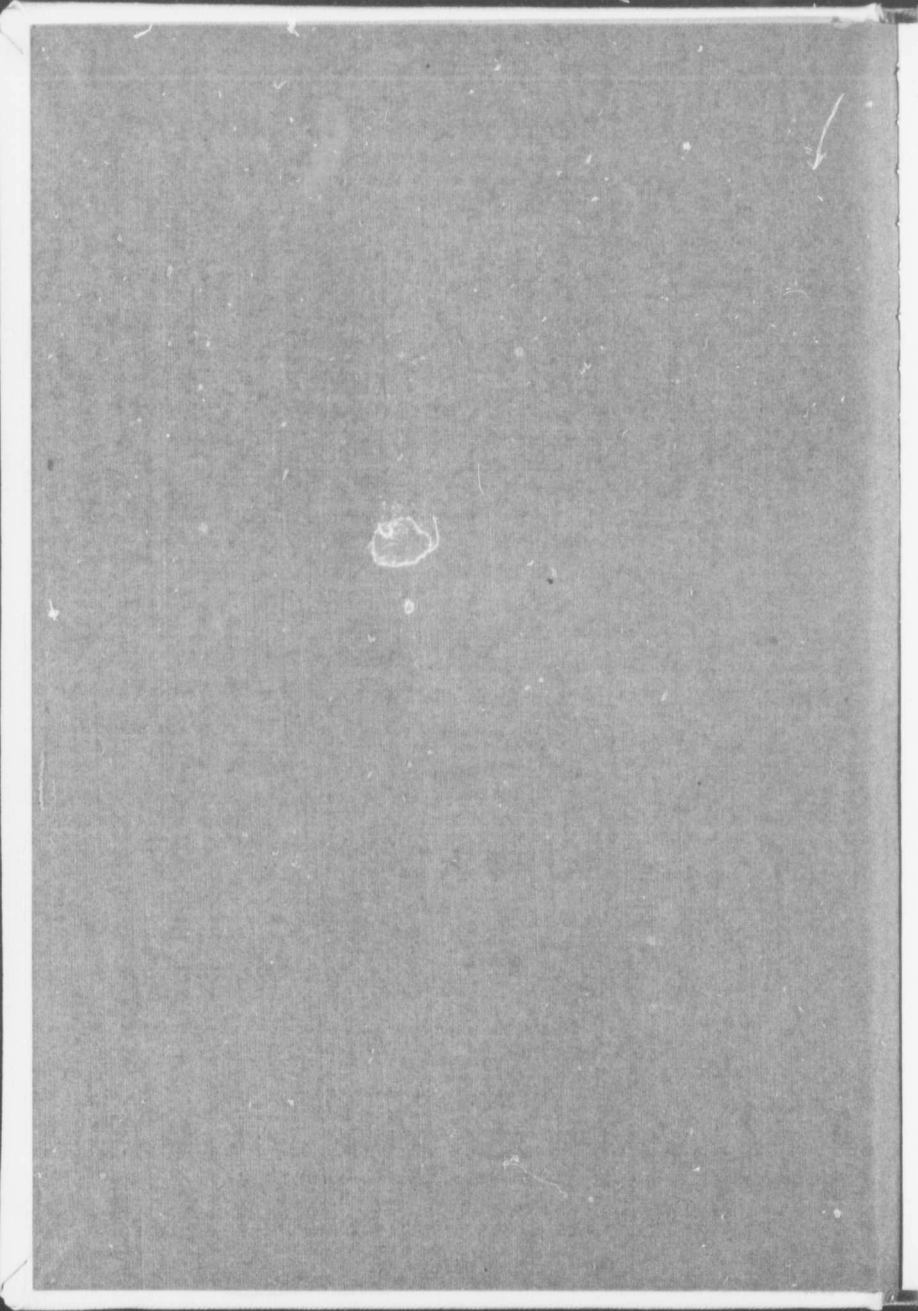


DEVOIR NATIONAL
DE
L'ÉPARGNE AU CANADA

Par SIR THOMAS WHITE
Ministre des Finances

R. H. I. 111

Discours à la Chambre de Commerce de Toronto,
3 janvier 1917



3.

DEVOIR NATIONAL
DE
L'ÉPARGNE AU CANADA



Par SIR THOMAS WHITE
Ministre des Finances

Discours à la Chambre de Commerce de Toronto,
3 janvier 1917

HG 9933

W 3513

DEVOIR NATIONAL

DE

L'ÉPARGNE AU CANADA.

M. LE PRÉSIDENT, MESSIEURS.—Je vous remercie de l'occasion que vous me donnez de venir vous parler, et indirectement, par votre entremise, de parler au public du besoin de l'épargne nationale. Il serait mieux de dire le besoin de plus d'épargne, car on aurait tort de supposer, comme certains le font, qu'il ne s'est pas fait d'épargne au pays depuis le début de la guerre. Réellement, l'épargne publique a été considérable. Examinons les faits.

Quand la guerre se déclara le Canada avait dans son commerce une balance adverse de trois cent millions de dollars. L'intérêt sur la dette à l'étranger s'élevait à au moins cent cinquante, et probablement cent soixante-quinze millions de plus. Ce déficit extérieur était comblé par de nouveaux emprunts en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Mais lorsque ces prêts cessèrent soudainement du fait de la guerre, le problème s'imposa d'augmenter la production, et, par ce moyen et l'exercice d'une stricte économie, de grossir les exportations du Canada et en diminuer les importations afin d'équilibrer cette balance adverse.

Vous vous rappelez que le mot d'ordre du jour était "production, production et encore production." Dans nombre de mes discours j'ai exhorté le peuple à "produire et épargner." Nos hommes publics et nos journaux l'ont fait aussi. On peut toujours compter que le peuple canadien se met à la hauteur de la position. Il commença par augmenter la production et réduire la consommation, au moins pendant la première année de la guerre.

Voyons ce qui a été accompli. La production agricole en 1915 s'est fortement accrue. La récolte de l'an dernier a été moindre, mais les prix de nos produits agricoles et autres que nous exportons ont constamment monté. Nous avons eu de plus l'immense rendement de nos fabriques de munitions qui a activé la production de nos aciéries et autres industries.

Sans citer de chiffres ennuyeux, nous pouvons bien nous dire en un mot que cet accroissement de la production et des prix, avec cette

réduction de la consommation, surtout en 1915, a eu pour résultat de renverser complètement la balance du commerce, de sorte que le surplus de nos exportations, en vue de nos importations, est plus que suffisant pour payer l'intérêt de la dette étrangère du Canada, qui s'est considérablement accrue depuis le début des hostilités.

Mais il y a plus encore. En 1915, où les affaires ont été fortement ébranlées du fait de la guerre, le peuple canadien a ajouté à ses épargnes en banque plus de cent millions de dollars, et plus de deux cents millions au cours de la dernière année. Depuis la déclaration de la guerre les Canadiens ont souscrit et payé deux emprunts domestiques se chiffrant à \$200,000,000. De plus, le gouvernement fédéral et les banques du Canada ont ouvert à l'Empire des crédits de \$250,000,000. Les placements du peuple canadien en obligations provinciales, municipales et autres ont aussi été plus élevés que jamais.

Se trouve-t-il un seul homme dans cette assemblée qui aurait cru ce résultat possible s'il lui avait été prédit il y a deux ans et demi? Je suis Canadien d'origine et d'éducation, et je n'ai jamais été si fier de mon pays que je le suis aujourd'hui. Mon orgueil s'inspire d'abord de notre effort militaire, de l'héroïsme et des sacrifices de nos vaillants soldats au front; mais je suis fier aussi de ce que le Canada a fait dans le sens économique et financier. Je sais qu'en Angleterre et aux États-Unis ce que nous avons fait et accomplis nous attire le plus haut tribut d'admiration. Quelle raison, alors, de nous déprécier nous-mêmes? Aucune; j'affirme que le temps est venu d'un effort plus grand, d'un renoncement et d'un sacrifice plus complet.

Si j'en parle aujourd'hui, ce n'est qu'au point de vue de l'épargne nationale. Le conflit grandit chaque jour. Il peut durer un an et peut-être deux ans encore; personne ne peut en prédire la fin. Les alliés ont encore à faire le suprême effort. Le fardeau financier est toujours plus lourd dans les dernières années d'une guerre. C'est la Grande-Bretagne qui paie non seulement pour elle-même, mais aussi pour ses alliés, et le fardeau en est d'autant plus lourd.

La finance jouera un grand rôle, peut-être le rôle décisif, dans l'issue favorable de la guerre, et la base de notre budget national doit être l'épargne et le crédit. Je dis que c'est le devoir patriotique de tout bon citoyen canadien de pratiquer l'économie et d'épargner

autant d'argent qu'il le peut pour placement dans les emprunts de guerre ou autres obligations du gouvernement fédéral. Nous pouvons faire beaucoup mieux que nous faisons.

Au simple point de vue des affaires et de l'intérêt matériel c'est la vraie politique à suivre dans les circonstances. La circulation d'argent est énorme. S'il y a crise après la guerre, ceux qui épargnent aujourd'hui se féliciteront de leur économie.

Les maisons de commerce et les sociétés devraient conserver leurs ressources et ne pas payer de dividendes exorbitants. En agissant ainsi elles n'auront pas à trop craindre le lendemain de la guerre. Pensez donc dans quelle superbe position se trouverait le Canada à l'issue de la guerre si par l'industrie et l'économie de sa population il avait à son propre compte la plus grosse part de la dette nationale assumée pendant cette guerre.

Si chaque citoyen du Canada épargnait tant qu'il le peut lorsque nos produits se vendent partout à si haut prix et que nous faisons chez nous de telles dépenses pour la fabrication des munitions, je crois que malgré l'énorme augmentation de notre dette nationale, résultat de la guerre, le peuple canadien serait plus riche à la conclusion des hostilités qu'il ne l'était avant qu'elles commencent.

Nous avons les produits naturels dont les nations ont besoin, et avec les hauts prix qui prévalent les profits annuels du pays seront très élevés si nous économisons. Mais il y a encore un autre aspect de la question. La Grande-Bretagne ne peut placer de commandes dans notre continent qu'en autant qu'elle peut y emprunter l'argent nécessaire. Cela signifie que le Canada peut s'assurer des commandes pour toutes les munitions qu'il peut fabriquer s'il peut se procurer l'argent, c'est-à-dire, si le peuple économise et place ses épargnes à la disposition du Gouvernement en achetant ses obligations.

La dépense pour les munitions au Canada excède un million de dollars par jour. Toutes les classes de la communauté bénéficient de cette dépense. L'armée anglaise a besoin de ces munitions. Il les lui faut plus que toute autre chose, et c'est l'économie et l'épargne nationales qui les lui fourniront.

Je n'ai pas l'intention de dire ce que chaque citoyen ou sa famille mangera ou ne mangera pas, ce qu'il ou elle portera ou ne portera

pas. Mais je dis que ce qui est nécessaire est l'économie qui assurera l'augmentation de l'épargne.

Les commandes de munitions ne peuvent continuer que si toutes les classes entre lesquelles la dépense est distribuée en font l'épargne et achètent des obligations de notre Gouvernement pour de nouveaux crédits au gouvernement impérial. Au seul point de vue de nos avantages commerciaux la politique du Canada aujourd'hui est d'épargner son argent pour les fins de la guerre, soit pour lui-même, soit pour l'Empire. Ceux qui ne veulent pas attendre les emprunts de guerre peuvent en tout temps placer leur argent en obligations fédérales à échéance de trois ans. Nous faisons aussi une émission de certificats de guerre, à trois ans d'échéance, en petites dénominations, pour accommoder les travailleurs et autres dont les ressources sont limitées et qui veulent épargner et aider à gagner la guerre.

Mais le plus haut motif de notre appel est patriotique. La victoire décisive ne peut être assurée sans le sacrifice national et individuel. Nombre des plus nobles fils du Canada ont fait le suprême sacrifice. Ils ont donné leur vie sur l'autel de la patrie. Une mort prématurée a emporté leurs jeunes espérances, leurs ambitions généreuses et leurs nobles affections. Leurs camarades au front sont prêts au même sacrifice si la Providence le veut. Ils supportent sans murmure les privations inévitables de la vie du soldat. Les blessures et la mort sont chaque jour leurs compagnons de marche.

Est-ce donc le temps du luxe dans nos foyers? N'est-ce pas plutôt le temps d'un relèvement du sens moral, le temps du sacrifice, où nous serons dignes d'être appelés les concitoyens de ces héros? Manqueront-ils de munitions pour défendre leur vie et terminer la guerre? Leur répondrons-nous que seule l'économie nationale peut les sauver, mais, qu'au lieu d'épargner, leurs concitoyens canadiens dépensent leur argent en vaines complaisances?

Je ne puis le croire. Je compte que le peuple canadien s'élèvera comme toujours à la hauteur de la situation et que nos soldats au front ne manqueront pas d'obus tant que nos facilités industrielles nous permettront de leur en fournir. Economisons donc et épargnons. Que notre épargne serve aux fins de la guerre! Que notre argent batte l'Allemand!

